

La fraude est sous-estimée en santé et en prévoyance

Les organismes complémentaires minorent le coût de la fraude, selon les résultats d'une étude menée par Optimind Winter, cabinet d'actuariat conseil, publiée le 14 novembre.

Parmi 25 acteurs (assureurs, mutuelles, groupes de protection sociale ou délégataires de gestion) interrogés par Optimind Winter, un seul ne se sent pas concerné par le risque de fraude en assurance santé et prévoyance. La quasi-totalité d'entre eux estiment le coût de ce risque à moins de 500 000 € : 58% considèrent que le montant varie entre 100 000 € et 500 000 € et 37% pensent qu'il est inférieur à 100 000 €. Le secteur dentaire est le plus touché (89% des entreprises), juste devant celui de l'optique (83%), selon l'étude. « Sachant que le coût d'un implant dépasse vite les 2 000 €, si la fraude pesait moins de 500 000 € comme le supposent 95% des répondants, il y aurait moins de 200 cas par an. Les acteurs ont conscience du phénomène mais minorent son poids », analyse Dan Chelly, en charge de la gestion des risques chez Optimind Winter.

Les structures de plus de 500 salariés représentent 44% des acteurs luttant contre la fraude. 28% organisent encore des actions coup-de-poing, tandis que 52% ont mis en place une organisation *ad hoc* et 20% la doublent d'un suivi d'indicateurs. Dans le même temps, les nouvelles technologies (systèmes d'analyse de données ou modèles prédictifs) ont fait leur entrée : 36% utilisent ces outils. Cette tendance se ressent aussi au niveau des ressources humaines. De nouveaux profils apparaissent parmi les entreprises faisant appel à des experts dédiés à la lutte contre la fraude (environ une sur deux). Les statisticiens et les *data scientists* sont très demandés pour détecter ces abus. Les entreprises ont en revanche toujours besoin de juristes assistés de médecins-conseils pour mener les investigations. « Dans tous les cas, il faut identifier des schémas de fraude ainsi que leur évolution, et y sensibiliser les équipes de gestion et les médecins-conseils », insiste Dan Chelly. « Une entreprise n'a aucun intérêt à être moins regardante que les autres : elle risque d'attirer les abus », conclut-il.